

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 125 (1980)
Heft: 3

Artikel: Volonté suisse d'exister : un exposé du conseiller national Jean-Pascal Delamuraz, syndic de Lausanne, lors du dernier rapport de la zone territoriale 1
Autor: Delamuraz, Jean-Pascal
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344281>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Volonté suisse d'exister

**Un exposé du conseiller national Jean-Pascal Delamuraz,
syndic de Lausanne, lors du dernier rapport de la zone territoriale 1**

1979 fut peut-être l'Année de l'Enfant. Elle fut certainement l'Année de la Faillite de la libre détermination des peuples. Certes y en a-t-il eu d'autres, beaucoup d'autres dans l'histoire — et des plus meurtrières. Mais rarement douze mois ont signifié tant de mutations politiques brutales, tant de révolutions importées en tant de lieux du monde. Et rarement encore la défense des droits de l'homme ne fut, autant qu'en 1979, invoquée à l'appui de ces ingérences, justifiées ou non à nos yeux.

En janvier, le Vietnam jette bas le régime sanguinaire des Khmers rouges. En avril, la Tanzanie met terme à la dictature sinistre d'Amin Dada en Ouganda. En septembre, la France déloge, en Centrafrique, l'impérial Bokassa aux mains rouges de sang. En décembre, l'Union soviétique installe, troupes et chars à l'appui, un régime à sa botte en Afghanistan.

Fragilité des échafaudages politiques, vulnérabilité des uns, orgueilleuse puissance des autres, dérision des réactions des spectateurs médusés — que paralyse l'idée même d'une intervention de leur part et de la généralisation du conflit qu'elle pourrait entraîner —, obsession de l'apprenti sorcier. Ainsi, à la cynique opération de tourisme militaire soviétique à Kaboul, le monde n'opposera-t-il, sur l'heure, que des protestations héroïques. Quelques manifestations d'émotion (incomparablement moindres que celles de l'Europe à la nouvelle de l'écrasement de la Hongrie il y a 24 ans ou lors du Coup de Prague n° 2 d'il y a 12 ans). La chronique enregistrera que le maximum de l'audace fut, dans ce chorus d'inefficacité, la proposition de boycotter les Jeux olympiques de Moscou... Puis vinrent, plus catégoriques, les dispositions américaines de rétorsion économique dont il conviendra cependant de mesurer ultérieurement toute la réalité; peut-être rendront-elles encore plus vraie cette histoire russe en forme d'une question et d'une réponse; la question: «Comment, à Moscou, avoir un réfrigérateur toujours plein, quelles que soient les récoltes, quels que soient les arrivages, quelle que soit la longueur des queues devant les magasins?»; réponse: «Branchez votre réfrigérateur sur la radio!» Quant à la décision massive de

l'Assemblée générale de l'ONU, je n'ai pas la certitude qu'elle produise des effets immédiats. Brève remarque marginale à ce propos: à l'Assemblée générale, quelle eût été l'attitude de la Suisse si elle avait fait partie de l'ONU?

Au reste, les interventionnistes soviétiques peuvent-ils spéculer, à moyen terme, sur l'extraordinaire capacité d'oubli des hommes, une actualité chassant l'autre dans la sarabande des gros titres quotidiens.

L'éditorialiste du «Monde» a raison de noter que «bien peu de gouvernements ont qualité pour administrer des leçons à l'univers». Lorsque la France rappelle à juste titre que «la paix et le progrès ne sauraient être fondés que sur le respect du droit à l'autodétermination, des légitimes aspirations des populations et de la souveraineté de tous les Etats», on ne peut, objectivement, oublier tout à fait que les Américains, au moment où ils stigmatisaient à bon droit la présence des chars russes en Tchécoslovaquie, bombardaient le Vietnam, faisaient et défaisaient, avec d'autres armes, certains gouvernements d'Amérique latine.

*

* *

Nos dissertations sur l'impuissance désespérante des spectateurs, sur l'impossibilité aliénante de corriger les trajectoires internationales, sur la fugacité des situations ne sauraient nous conduire à régler par pertes et profits les événements du Moyen-Orient et à passer à un autre sujet.

Car ce qui se passe en Afghanistan, bien plus qu'une péripétie désagréable, constitue un événement capital qui concerne directement l'Europe (dont la Suisse, certains l'oublient allègrement, fait partie). Il ne s'agit de rien de moins que de la reprise fulgurante de l'impérialisme soviétique.

Les années de détente («ce qui est à moi est à moi, ce qui est à toi est négociable») avaient incontestablement coloré en rose pastel l'image du monde. On marchait vers la paix. Helsinki, loin d'être le strip-tease des Occidentaux naïfs devant le parterre des Soviétiques épanouis, criait notre espoir. Plus loin, plus haut, les accords «Salt» le confirmaient. La dynamique de la félicité mondiale se dessinait. Sans doute quelques avatars de taille nuançaient-ils notre irénique contemplation: les soubresauts africains, le Cambodge, l'investissement russe de l'Ethiopie et du Yémen du Sud, le prix du pétrole et son cortège de conséquences

économico-politico-sociales pour l'Europe notamment, la faim et le dénuement de centaines de millions d'hommes. Cela nous empêchait de proclamer que «tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil». Mais au moins nous croyions-nous libérés des périls hégémoniques traditionnels (si j'ose les appeler ainsi), contenus qu'ils étaient dans une sorte d'équilibre, même acrobatiquement établi. Et j'ai en mémoire la réaction d'incrédulité de quelques parlementaires suisses qui, réunis à Pékin il y a un an à peine, entendaient les dirigeants chinois décrire sans ménagement la menace angoissante de l'impérialisme soviétique.

La menace s'est réalisée durant les heures de 1979 finissant. Le foie gras, la dinde et le champagne ont amorti notre perception de l'événement. Mais il n'y avait pas à se tromper: notre gueule-de-bois du Nouvel-An fut d'une autre nature que d'ordinaire. Car l'expédition en Afghanistan avait pulvérisé d'un coup notre vue rassurée de l'Union soviétique; le notaire Brejnev prenait (ou plutôt: reprenait) brusquement les traits de Staline.

Or, de cette opération, nous ne devons pas parler au passé! Car elle se poursuit, inexorable. Aux divisions mécanisées et aux divisions de parachutistes occupant le territoire afghan, les Soviétiques sont prêts à ajouter d'autres divisions, sur pied de guerre et en réserve.

Cette conquête se révèle peut-être plus difficile que les opérations antérieurement conduites par l'URSS chez ses satellites européens, du fait de résistances islamiques bien trempées, mais elle s'accomplit. En l'état, elle signifie notamment ceci:

- 850 km de frontière supplémentaire entre URSS et Iran, un Iran livré en folie aux fanatiques antiaméricains, s'apprêtant à recevoir un jour, lui aussi, la salvatrice protection de Moscou... mieux qu'il n'a reçu M. Kurt Waldheim; et le parti Toudeh, servile partisan de Moscou, colle à la révolution iranienne pour en recueillir l'héritage;
- une nouvelle muraille de Chine encerclant le grand pays au nord et à l'ouest ainsi que, partiellement, au sud (par le Laos, le Cambodge, le Vietnam); l'annexion afghane limite au seul Pakistan l'ouverture géographique de la Chine à l'ouest et aux mers chaudes; notre dépit devant le fait accompli est d'autant plus vif que le Pakistan, aujourd'hui directement exposé, avait multiplié, dès 1978, les annonces du danger de la soviétisation de l'Afghanistan; ce fut sans succès auprès

de l'administration Carter, laquelle consacrait son imagination, si l'on peut dire, à éviter aux Américains tout risque de malemparée internationale, c'est-à-dire, au fond, tout engagement nouveau, chat échaudé craignant l'eau froide; et, comme par hasard, l'élargissement de l'Empire russe se situe dans les régions productrices de pétrole.

L'implication européenne de cette situation nous intéresse tout particulièrement. Elle revient, bien entendu, à poser le problème des relations du Vieux Continent avec les Russes. A ce propos, je me référerai une ou deux fois aux réflexions que Georges Suffert a groupées sous le titre «Quand l'Occident se réveillera». Ecrit prémonitoire, auquel les événements confèrent une actualité inquiétante.

*
* *

La formidable puissance militaire soviétique est la clé de tout le problème.

Les chiffres permettant de l'évaluer ne sont pas rigoureusement les mêmes d'une source ou d'un document à un autre. Mais les ordres de grandeur sont semblables; c'est cela qui compte.

Le chiffre qui m'intéresse est celui du rapport entre les dépenses militaires d'un pays et son produit national brut. Ce rapport, nous le savons, s'établit à 3% ou à 4% ou à 5% dans les Etats occidentaux; c'est la moyenne (sensiblement dépassée en Israël, la Suisse, elle, gravitant autour de 2%). L'URSS en est à 12% au moins et, plus vraisemblablement, à 15%; elle consacre un tiers de son budget à l'armement!

Il est loisible, certes, de relativiser ces notions, en montrant par exemple que la médiocre situation économique de l'Union soviétique établit son PNB à un niveau proportionnellement inférieur à celui des pays occidentaux. Mais même cette relativisation-là ne dément pas la réalité absolue d'un arsenal soviétique premier au monde. Et s'il existe encore une approximative égalité nucléaire entre les deux Grands, dans tous les autres domaines, les Soviétiques sont en tête. La supériorité des troupes du Pacte de Varsovie n'est plus discutable. Je cite le général Zeiner Gundersen, président du Comité militaire de l'OTAN, selon qui,

depuis quelques années, «les dépenses militaires soviétiques, exprimées en dollars, ont dépassé de 40% les dépenses totales correspondantes des Etats-Unis».

Telle est la réalité d'aujourd'hui, plus nette, beaucoup plus nette que celle d'il y a cinq ans.

Nonobstant l'écart qui se creuse entre les potentiels militaires russe et américain — au détriment quantitatif de ce dernier — on peut admettre que la dissuasion mutuelle joue entre eux, du moins tant qu'ils sont seuls concernés.

En revanche, dès lors que des alliés d'un des Grands constitueraient l'objectif de l'autre, l'équilibre de la dissuasion peut être rompu. C'est alors que la surpuissance militaire soviétique jouerait précisément son rôle. Un rôle quasi inéluctable. Raymond Aron, en suprême lucidité, le note: «Un pays qui préfère les canons au beurre aussi résolument que l'Union soviétique doit bien, à l'occasion, encaisser les dividendes de ses énormes dépenses d'armement.»

Parlons en clair. Suffert imagine que les Russes s'avisent demain d'entrer en Yougoslavie ou d'occuper Berlin ou de se saisir de Hambourg en utilisant des divisions classiques. Motivation: provoquer une espèce de crise de type Cuba, à cette différence près que les positions stratégiques des deux Grands seraient inversées. Une telle démarche est conforme aux pratiques politico-militaires de l'URSS; elle avance ses pions les uns après les autres, à un rythme dépendant des réactions ou de l'absence de réactions des ventres mous qu'elle rencontre, tient ferme ou bat momentanément en retraite tactique mais, en tout cas, est constamment à l'origine des initiatives. Dans cette hypothèse, de deux choses l'une:

- «ou bien les Etats-Unis acceptent le coup de force et la totalité de l'Europe occidentale passe en fait sous contrôle soviétique (...);»
 - «ou bien les Etats-Unis tentent de résister à partir de l'OTAN; là, le rapport des forces est catastrophique pour l'Ouest (...); il est encore péjoré du fait de la vulnérabilité des convois de ravitaillement traversant l'Atlantique, convois que la flotte soviétique (s'enrichissant actuellement de cinq sous-marins par mois!) intercepterait à haute dose; en définitive, «l'Europe serait échec et mat en un seul coup».
- Les deux termes de l'alternative sont accablants.

Fiction à relent maccartiste? Vieux schémas de vieux stratèges sans

imagination, prisonniers des vues héritées de la guerre froide? Simplismes archiconnus qui n'impressionnent plus personne, même pas les anticomunistes de service?

Hélas non! L'hypothèse que nous avons retenue est dans la droite ligne que l'URSS a tracée en trente ans d'après-guerre, de Berlin à Cuba, via la Corée, via les pays satellites. Le scénario ne s'est pas réalisé tant que les forces possibles en présence en ce vieux théâtre européen n'étaient décidément pas trop différentes d'un camp à l'autre. Toutefois, la situation d'aujourd'hui et depuis quelques années, je le répète, est marquée par une disparité croissante, l'avance technologique occidentale comptant résolument moins que les effectifs, les équipements et la puissance globale des armements.

On objectera que les Russes ont d'autres soucis — du côté de l'Extrême-Orient —, d'autres visées aussi — je songe au Moyen-Orient et à ces deux pays du glaciaire: l'Iran et le Pakistan —, qu'ils rencontrent des résistances nouvelles dans le monde arabe, que tout ne va pas pour le mieux avec chacun de leurs satellites et que cela rend finalement peu vraisemblable le «Fall Europa».

Or la réalité des faits conduit à récuser l'objection. La véritable réponse d'un potentiel soviétique de menaces contre l'Europe occidentale ne relève ni de la logomachie, ni du byzantinisme. Elle ne s'apparente pas davantage à la roulette russe! La véritable réponse est dans le courage qu'auront les Européens à rétablir l'égalité des forces. Dès ce moment, note Georges Suffert, «les Russes prendront acte que les trois cents millions d'Européens occidentaux ne sont pas encore décidés à devenir esclaves. Comme toujours, ils se feront une raison et entameront des négociations pour la réduction simultanée des forces en Europe. Le temps des conférences recommencera. La paix continuera. Et nous ne tarderons pas à récolter les fruits de ce qui est peut-être l'amorce d'une renaissance.»

Je regrette de déboucher sur une conclusion banale et effrayante. Banale, parce que malgré les efforts vertueux de la polémologie, on ne parvient pas à proposer, pour la préservation du continent, autre chose que son armement; du moins pour l'heure. Effrayante, parce que nous voudrions que les apôtres de paix puissent avoir enfin raison et qu'en les suivant nous ne participions pas à une procession suicidaire; mais cette irénique situation n'est point encore.

Elle est d'autant plus lointaine et, donc, la vraisemblance du conflit classique est d'autant plus réelle que l'Europe donne des signes de détérioration intérieure.

Après un bon quart de siècle de croissance économique continue, l'Europe a subi le coup d'arrêt. Sa situation n'en est certes pas devenue dramatique et les peuples d'Europe occidentale demeurent parmi les nantis — fût-ce à des degrés divers. Mais il leur est difficile d'accepter de modérer leur fringale. La comparaison qu'ils peuvent établir avec les peuples affamés (ou tout simplement pauvres) les émeut périodiquement et remue, un instant, leur bonne conscience, sans toutefois les pousser au partage charitable ni au renoncement.

La réalité européenne est faite de distorsions et d'affrontements sociaux. Le débat politique tourne au conflit, dans le schéma stérile de la bipolarisation galopante et, parfois, dans la violence d'une démocratie sauvage poussant au paroxysme. Le pouvoir, affaibli, réagit mal à la montée des agressivités. La disparité interne Nord-Sud se complète d'une âpre rivalité entre les Etats, tous occupés à défendre l'intégralité de leur part d'un gâteau moins crémeux.

L'idéal européen semble faire long feu.

C'est cela qui contribue à la fragilité de notre Vieux Continent et à sa dangereuse exposition. Voilà en quoi, vraiment, l'hypothèse de Georges Suffert prend consistance. Voilà en quoi aussi il faut compléter la thérapie militaire qu'il préconise pour notre défense par une thérapie politique et économique de grand souffle.

*

* *

Ces quelques lueurs jetées sur la situation internationale semblent procéder du manichéisme: d'un côté, les gentils (nous en sommes, bien entendu, et les petits Chinois pourraient bien en être aussi!), de l'autre, l'ours russe, glouton et pervers. «Malheur au monde à cause des scandales! car c'est une nécessité qu'il arrive des scandales», dit l'Evangile; «mais malheur à l'homme par qui le scandale arrive». La réalité, je le concède, est plus complexe. L'appréciation de la situation — cet acte essentiel du commandement, civil et militaire — doit être moins sommaire.

Mais je crois n'avoir point trahi les règles de l'objectivité, du moment qu'il s'agissait davantage d'attirer votre attention sur la crise contemporaine que de philosopher sereinement sur l'inextinguible bellicisme des hommes, de la préhistoire à nos jours... et au-delà.

L'intention de ces notules était de montrer, surtout, l'état de délabrement de la société internationale (y a-t-il une «société internationale»?), l'inexistence d'une éthique, la vulnérabilité de nos structures et, fait plus grave, de l'idée même que nous nous en faisons.

Le constat est superflu en ce qui vous concerne. Il est moins superflu à l'endroit d'un certain nombre de nos concitoyens qui s'imaginent : ou bien que les incomparables vertus des Helvètes leur garantissent l'immunité confortable jusqu'à la consommation des siècles («la Suisse est une île que les turpitudes des autres n'atteindront jamais»), ou bien que la pureté vêtue de lin blanc, s'offrant en exemple au monde, le transformera en un Eden de paix et de fraternité éternelles. Or, quels que soient les fauteurs du désordre international, il y a désordre. Quelles que soient les origines du danger (je n'en ai montré qu'un aspect), il y a danger. Il importe beaucoup moins, en définitive, de porter des jugements subtils et équitables sur les causes des menaces que de savoir que ces menaces existent et qu'elles nous visent bel et bien.

*
* *

Il faut nous interroger sur notre capacité, à nous autres Suisses, à y résister. C'est l'objet de la seconde partie de mon propos.

Le fait militaire engendre, en Suisse, de fréquentes discussions. Nous devons en être satisfaits, car le contraire serait inquiétant ; l'indifférence et le mutisme sur ce thème révéleraient, en effet, un état de scission entre le peuple et son armée.

Or nous pratiquons le régime de l'armée de milice (nous sommes même le seul pays à le pratiquer dans toute son ampleur, les autres Etats connaissant soit le système de l'armée de métier, soit le système de l'armée permanente fondée sur la conscription ; d'ailleurs, notre foi en notre solution déclenche en nous la surprise à la constatation que notre formule n'est pas objet d'exportation !) et ce régime implique un ancrage permanent profond, confiant, du militaire, de la chose militaire dans le peuple. Une armée de milice qui se couperait du peuple — quelle que

soit la raison du fossé —, une armée qui deviendrait peu à peu un corps indépendant, perdrait sa raison d'être. Là est bien sa vertu cardinale. Survienne, de la part du peuple, un phénomène de rejet ou, de la part de l'armée, une manifestation d'affranchissement que c'en serait fait de cette formule si authentiquement helvétique.

Il s'agit donc, au nom même de l'efficacité de notre appareil militaire, d'éviter l'un et l'autre risque.

Cela revient à situer convenablement la limite entre, d'une part, le débat militaire public et permanent qu'implique la démocratie et, d'autre part, l'indispensable discrétion qu'exigent les préparatifs de notre défense. La Suisse fait large place au débat public. Les Chambres fédérales, par exemple, traitent à cœur ouvert de détails de projets militaires que les autres pays confinent à l'examen confidentiel du gouvernement ou du ministère. C'en est au point qu'un ancien officier général, légèrement sceptique, s'interrogeait sur la réalité des aptitudes polyvalentes du parlementaire moyen (est-ce que cela existe?) à trancher souverainement, dans la même journée d'une session, de la loi sur la BNS, des dispositifs de lutte contre la loque des abeilles et de la signalisation électronique ami-ennemi intégrée du Skyguard 75.

Peu importe, le fait est positif: l'Armée informe, le DMF informe et il informera mieux encore à l'avenir. Je crois savoir de quoi je parle lorsque j'affirme que nulle part ailleurs le débat militaire n'est si ouvert et la transparence si grande. Il s'agit simplement de raison garder. De nous éviter, par exemple, la candeur de procédures référendaires en matière budgétaire qui ralentiraient ou qui paralyseraient notre effort d'équipement; j'ai parfaitement confiance en la volonté populaire — encore qu'il soit parfois utopique de spéculer très ambitieusement sur le masochisme des contribuables... — mais la lenteur du processus de décision, la lourdeur de l'appareil à conduire nous mettraient dangereusement à découvert — et c'est cela qui doit nous retenir. Et puis raison garder, c'est encore définir et pratiquer rigoureusement une juste notion du secret. Une juste notion qui se situe entre la position des inconscients — qui ne s'étonneraient même pas qu'on expose au grand jour les dispositifs de défense et qu'on discute à «table ouverte» du détail des plans stratégiques — et la position des névrosés du secret — qui vous envoient des enveloppes à brûler avant d'ouvrir!

Pour autant donc que l'on respecte des règles du jeu relevant du bon

sens et de l'efficacité, la discussion militaire est largement possible. Elle est salubre, elle est indispensable en démocratie.

Tel est le premier constat que j'établis. Constat formel plus que fondamental, ce qui ne signifie nullement qu'il soit secondaire. Il a, au contraire, toute sa signification dans notre analyse. Il nous permet, en effet, d'enregistrer la possibilité, demain comme hier et aujourd'hui, et la possibilité *politique* d'élaborer un système de défense dans le consensus le plus large.

*
* *

J'en viens au second constat, qui touche à la substance même de la question. Hypothèse non théorique, j'admets que l'existence d'une menace contre l'indépendance de la Suisse est perçue de la majorité de nos concitoyens. La forme de cette menace est peut-être floue, l'appréciation de son degré est peut-être diverse, mais sa réalité est reconnue.

C'est à partir de là que surgissent des attitudes plus éclectiques quant aux moyens à engager pour conjurer le mauvais sort. Je veux m'attacher à l'examen de l'une de ces attitudes, que l'on observe ici ou là.

Elle consiste à célébrer dans l'allégresse civique les grands mérites du régime de la milice (ce qui est sans doute très justifié) ... et à en rester là. Large contribution à l'autosatisfaction, on se délecte des commentaires laudatifs des attachés militaires et des journalistes étrangers invités aux grandes manœuvres, on se félicite de la rapidité des mobilisations obtenue grâce à l'ingénieux système d'un gigantesque arsenal décentralisé dans 600 000 foyers helvétiques, on rappelle la densité record d'occupation du terrain qu'assurent nos gros effectifs (et encore, ma chère, cette main-d'œuvre rustique est-elle merveilleusement bon marché!), on exalte la symbiose du peuple et de l'armée, le lien social, l'égalité entre les hommes tous voués (sans privilèges de lieu, de naissance, de personnes ou de familles) aux 118 jours communautaires.

Fort bien! Mais il se pourrait que cela ne soit pas tout à fait suffisant pour accomplir la mission fondamentale de notre Armée qui est de dissuader et, s'il le faut, de *livrer bataille*.

La politique de sécurité de la Suisse, déterminée par les Chambres fédérales, appliquée par le Conseil fédéral, rappelle cette évidence que

l'armée est faite pour livrer bataille. Qu'elle doit être constituée pour livrer bataille. Qu'elle doit être préparée et entraînée pour livrer bataille. Rappel nécessaire, dans la mesure où un certain conformisme de paix estompe les réalités tout en ramollissant les ardeurs.

Eh bien ! on n'est pas à même de livrer bataille dès lors qu'on a mis sur pied une armée de milice unique en son genre. Car on ne livre pas bataille avec son fusil, 24 cartouches et le couteau militaire (légendaire dans le monde entier). Cette armée de milice, il faut l'équiper et l'armer — n'en déplaie aux gentils, adeptes du moindre effort, décrétant sans appel que la Suisse vallonnée assurera son salut par la guerre de maquis, rendant superfétatoires les blindés (dont il est universellement connu qu'ils tombent en panne), l'artillerie (qui arrive de toute façon trop tard, rappelle-toi les célèbres manœuvres de 59), les avions et les états-majors galonnés et pléthoriques.

Je dénonce les marchands d'illusion comme les inconscients et je dis très clairement qu'une armée efficace, c'est-à-dire une armée réellement prête à livrer bataille, réclame d'autres moyens que la bravoure de ses preux soldats et le dénuement spartiate de leur équipement.

Sans céder au perfectionnisme ni à l'escalade de la sophistication — incompatibles avec nos moyens d'instruction et nos moyens matériels —, nous devons nous armer correctement et considérer que le plan directeur 80 constitue à cet égard un programme minimum, dans la perspective de la chute drastique des effectifs, notre Armée étant condamnée à perdre l'équivalent de 2 ½ divisions d'ici la fin du siècle. Il établit un rapport coût/rendement admissible, sans plus. Il permet donc de répondre concrètement aux risques potentiels qui nous menacent et qui s'aggravent si nettement depuis un mois.

Il est certes plus facile de tenir ces propos à un auditoire informé de notre situation politico-militaire qu'aux irréductibles de la comparaison « 1 Tiger = 4 salles d'opération ». Or les politiques seraient coupables s'ils éludaient la question, s'ils taisaient le prix du programme, par électoralisme, démagogie et politicaille (pour prendre trois synonymes!).

La vérité est la seule base concevable des rapports de confiance entre peuple et armée que nous voulons maintenir. C'est aussi, évidemment, la condition sine qua non du débat militaire objectif que j'ai déterminé il y a quelques instants.

La classe politique suisse n'est malheureusement pas totalement

convaincue, dans tous ses compartiments, de la nécessité morale de dire publiquement l'existence de dangers pour notre souveraine indépendance et de dire aussi le prix nécessaire à notre défense. Certains préfèrent se retrancher confortablement derrière les paravents de l'irresponsabilité. Mais vous devez le savoir : ils sont en minorité, très nettement en minorité. Vous qui vous engagez à la tête des troupes que le pays vous confie, vous n'avez pas à redouter la trahison parlementaire ou gouvernementale.

*
* * *

Sous la protection militaire du pays ne se cache aucun symbole plus général de repli de la Suisse sur elle-même. Car, pour vivre, la Suisse est condamnée à ouverture, à échanges, à contacts. Elle occupe la première place au monde quant à l'intensité du commerce international par tête d'habitant. Sa vocation d'accueil (avec ou sans caisse enregistreuse) marque des siècles d'histoire. Sa situation en Europe, au croisement des grands courants d'hommes, d'idées et de biens qui irriguent le continent, a déterminé un comportement et un style que ruinerait la fermeture du pays.

En parlant de défense militaire, on ne parle donc que de défense militaire et de rien d'autre. On ne dessine aucune velléité de ghetto. On n'établit pas davantage les bases d'un quelconque nationalisme.

Légitimité, donc, de la défense militaire. Et faisabilité de cette défense, nous l'avons vu. A la condition majeure, cependant, que le peuple ressente profondément et complètement la valeur de civilisation de ce qu'il a à défendre.

La ressent-il vraiment ?

Je constate qu'aucun pays ne va absolument de soi, contrairement aux apparences. Mais il en est dont la raison d'être et l'unité sont naturellement perceptibles. Il en va tout autrement de la Suisse. Rien, dans la nature des choses et des hommes, ne la prédisposait à exister en tant que telle, dans son contenu contemporain. Ni la géographie, ni l'identité de ses inclinations économiques, ni l'unité anthropologique de ses valeureux enfants, ni la contrainte du prince. La Suisse est un défi à la raison et aux sentiments. Elle est un défi à la nature aussi. Et si elle existe, envers et contre tout, c'est par l'unique volonté des Suisses.

La caution de l'histoire (et de la routine) ajoute, certes, son ciment d'unité à l'étrange construction helvétique. Mais il n'est pas suffisant et il n'y aura, demain, de Suisse possible que si les Suisses continuent de le vouloir — et de le vouloir avec ardeur.

Or cette ardeur pourrait bien être en baisse. Car le pays va bien, n'est-ce pas ? Il nourrit près de 5 millions de Suisses et 600 000 étrangers. Ses bureaux fonctionnent (légèrement moins chauffés cet hiver mais toujours minutieusement encaustiqués), ses trains sont ponctuels, ses postes jamais en grève. Cela tourne dans un bain d'huile, même si quelques professionnels du dénigrement, parfois payés par l'Etat, inondent les mass media de l'étranger de leurs commentaires véhéments, embrassant dans leur dénonciation révolutionnaire le capitalisme aliénant dont la Suisse est l'archétype, l'illusoire démocratie du pays des banques, la dure condition du sous-prolétariat des villes (si, si, je n'invente rien) mené au knout par une bourgeoisie vautreée dans ses privilèges iniques.

Mais, pour l'essentiel, le ronron régulier des affaires qui fonctionnent bien rassure quotidiennement les consciences et les assoupit tranquillement.

Et l'on en vient à s'occuper de beaucoup d'autres choses que de la Suisse, qui va d'elle-même, une fois pour toutes. D'où de nombreux tampons d'indifférence entre nous, individus, ainsi qu'entre les régions du pays. La Suisse en pilotage automatique, cela signifie que se distendent le lien confédéral, la volonté communautaire, le consensus helvétique. La Suisse, pour tout dire, nous intéresse moins. L'enfant habite un univers cosmonautique qui l'exalte davantage que la montée à pied à Anzeindaz ; il peut arriver que son bon maître commente plus chaleureusement le « Capital » que le Pacte de Brunnen ; il n'est pas impensable que ses parents éprouvent en safari africain le grand frisson que ne déclenche pas la contemplation des sculpteurs sur bois de Brienz. Réflexions très concrètes, qui ne relèvent pas de la science politique ; je n'y prétends d'ailleurs pas. Il reste vrai que la connaissance des Suisses et de la Suisse, de la réalité du pays, de son histoire, de ses mentalités et de ses langues, mérite d'être approfondie. Pour retrouver une conscience ferme de notre destin commun. Pour profiler plus nettement, dans les circonstances d'aujourd'hui, une identité suisse — qui se définisse d'elle-même et positivement. Pour que, en définitive, le pays ne devienne pas

un ensemble où l'on se supporte à force de s'ignorer mais qu'il reste une communauté humaine, exigeante et critique, donc vivante, donc encore solidaire. Ceci est le premier pilier de l'indépendance de la Suisse. Celui sur lequel repose tout l'édifice. Il ne peut y avoir de progrès social, par exemple, ni de défense globale efficace, autre exemple, que s'il y a conscience de la Suisse. Et l'ennemi, pour une collectivité, pour une «Eidgenossenschaft», est moins l'agresseur extérieur éventuel (si dangereux soit-il) que l'indifférence interne.

Cette construction contre nature qu'est la Suisse — dans les nuances, les contrastes, voire les contradictions de ses composantes — s'est faite autour de l'idéal commun de la liberté. Idéal exigeant mais le seul capable de donner sa dimension de dignité à la destinée humaine.

A l'heure des périls comme à l'heure des félicités, les Suisses doivent se rappeler la valeur incomparable de la liberté, formatrice de notre unité. Une liberté à défendre chaque jour, par le cœur et par l'esprit. Une liberté que menacent non seulement des dangers «classiques» mais encore des dangers plus sournois, moins visibles, qui délitent peu à peu le granit le plus résistant.

*

* * *

J'ai confiance. A l'issue d'un exposé plus riche en questions qu'en réponses, plus lourd de préoccupations que foisonnant de joie, je dis ma confiance.

N'y voyez surtout pas l'application de la méthode Coué; elle convient peut-être au traitement des verrues mais elle ne s'applique pas à la thérapie nationale.

Ma confiance repose sur la certitude et la qualité de l'engagement militaire, civique, patriotique de concitoyens conscients, comme vous l'êtes, partageant l'avis de Charles Péguy selon lequel

«L'ordre, et l'ordre seul, fait en définitive la liberté.

Le désordre fait la servitude.»

Et ma confiance m'est inspirée par l'histoire étrange et opiniâtre des Suisses. Sa marque essentielle est, nous l'avons vu, cette soif de liberté, cette conquête perpétuelle de liberté, valeur primordiale de la civilisation chrétienne, héritage et condition de la démocratie.

Foulée aux pieds aux temps difficiles, elle est demeurée inaltérablement vivace. Les Suisses l'avaient voulu. Et j'ai confiance, parce que ce qu'ils ont pu faire dans le péril, ils pourront le refaire.

Il faut — c'est simple et c'est considérable — le *vouloir*.

J.-P. D.

Décidément, ceux qui se sont donné mission d'expliquer le communisme ne sont pas près de manquer d'ouvrage.

CLAUDE HARMEL